

D'ICI LE 7 JUIN élargissons le rassemblement

Dans un peu plus d'un mois vont avoir lieu les élections européennes. Alors que les annonces de fermetures d'entreprises tombent comme feuilles en automne, le débat est confisqué. Les médias donnent la parole tantôt à droite aux tenants du pouvoir, tantôt à gauche au PS ou à Olivier Besancenot. Chez ces gens-là, le Parti communiste n'existe plus, quant au *Front de gauche*, pas davantage. Pourtant, l'espoir à gauche est bien de ce côté-là !

Loin de la politique politicienne, force est de constater que pour le moment, le terrain nous est peu disputé. Partout, nous multiplions les initiatives pour aller au devant des femmes et des hommes qui en ont ras le bol de la politique de Sarkozy, nous mettons en débat nos propositions pour changer d'Europe.

Le 1er Mai sera un moment fort de notre mobilisation aux côtés de toutes celles et de tous ceux qui souffrent. Mais comment faire le lien entre toutes ces colères et le vote du 7 juin ? Et dans ce combat ardu, quelles places peuvent prendre les actions féministes ? N'apparaissent-elles pas secondaires face aux enjeux économiques européens ?

Comment convaincre les femmes d'aller voter pour les listes *Front de gauche* si nous baissons la garde sur les régressions en matière d'égalité femmes/hommes dans TOUS les pays européens ?

Comment convaincre les femmes d'aller voter pour les listes *Front de gauche* si nous perdons de vue la double peine dont elles sont victimes dans cette Europe-là ?

Comment convaincre les femmes d'aller voter pour les listes *Front de gauche* si, au nom de la liberté d'expression, nous laissons passer les paroles "pousse aux crimes" d'un rappeur épris de notoriété ?

Comment convaincre les femmes d'aller voter pour les listes *Front de gauche* si nous ne manifestons pas plus haut et plus fort notre solidarité envers nos sœurs palestiniennes, pakistanaïses ou encore afghanes ?

Ce combat, c'est à nous de le porter pour le faire partager par TOUS les militants communistes, femmes et hommes, dans une même visée transformatrice. C'est à cette condition que nous pourrons élargir le rassemblement indispensable pour changer la donne en France, en Europe, et dans le monde. C'est l'esprit de ce numéro *spécial européennes*.

Ouvrons, ENSEMBLE, les portes d'un avenir porteur de perspectives à gauche.

Le 7 juin, faisons trembler les fondements de cette Europe ultralibérale et profondément patriarcale.

Laurence Cohen

Éminisme Commu

sur le site du PCF
www.pcf.fr/femmes

commission

Droits des femmes/féminisme

POUR L'AMÉLIORATION DE L'INFORMATION

Le bulletin mensuel existe depuis 2003.

Or, plusieurs fédérations nous ont fait part de sa réception irrégulière.

Afin de leur permettre de l'utiliser et de le diffuser au mieux, notamment auprès des dirigeants-e-s de leurs départements, nous souhaiterions être informées des anomalies de son envoi ainsi que des remarques pour en améliorer le contenu.

AVRIL 2009

Activité de la commission nationale

Commission décentralisée à Marseille
intervention de C. Mendelsohn Page 2

Egalité hommes/femmes :
un constat qui appelle des changements Page 4

quels nouveaux critères européens ? Page 5

Intervention à propos des femmes
afghanes Page 6

Actions unitaires

L'action continue en faveur de
la loi cadre contre les violences Page 7

Agenda Page 8

COMMISSION NATIONALE DÉCENTRALISÉE À MARSEILLE

gagner les femmes au vote pour le *Front de Gauche*

La commission départementale des Bouches-du-Rhône se met en place suite à une soirée de travail animée par Laurence Cohen et Elisabeth Ackermann : discussion à bâtons rompus avec un éclairage européen passionnant de la part de Christine Mendelsohn (*lire ci-après*).

À l'issue de cette rencontre, plusieurs décisions ont été prises, notamment celle de faire participer spécifiquement les candidates de la liste aux élections européennes à des initiatives de proximité. Des modèles de tract en direction des femmes dans les quartiers populaires et les entreprises seront envoyés afin d'y aider. Ces propositions sont partie prenante du plan de campagne de la fédération. Enfin, le bulletin féministe sera diffusé auprès des membres de la commission départementale, mais aussi auprès de tous les dirigeants et dirigeantes des Bouches-du-Rhône. Une adresse des candidates du département aux femmes et aux salariées sera diffusée.

Pour aider à la mobilisation des femmes en faveur du *Front de gauche*, nous avons également décidé d'éditer un bulletin *spécial européennes* avec argumentaire fouillé, fin avril.

Un bon départ pour les futures commissions décentralisées, dont la prochaine aura lieu à Bordeaux en collaboration avec Nadia Kacel.

Christine Mendelsohn, membre du CN et du secrétariat du PGE :
“citoyennes d'Europe, l'égalité est un combat commun”

Ce que nous avons en commun, c'est un patronat qui veut tirer des bénéfices à court terme pour les actionnaires. Et face à l'incertitude du marché, il transfère les risques sur les travailleurs.

Nous vivons dans des États qui ont changé de mission, progressivement ou brutalement selon l'histoire du pays. Avant, sous la pression de leurs populations, les États essayaient de répondre en partie aux besoins d'une société pour vivre ensemble. Aujourd'hui, les États répondent aux besoins des entreprises pour qu'elles soient compétitives.

Résultat : dans l'UE, la part des salaires dans le PIB a chuté en 13 ans de 8,6 % pour être transféré au capital. Concrètement, cela veut dire que 40 % de la population européenne est dans la précarité, les premiers touchés sont les femmes, les jeunes et les immigrés. Les femmes de l'Est, face à la concurrence, sont aujourd'hui les esclaves modernes de l'Europe, elles n'ont que l'offre des sociétés d'intérim et sont contraintes d'abandonner leurs enfants pour aller faire le ménage quelques mois dans les stations touristiques des pays de l'Ouest.

L'argent donné aux banques et aux entreprises va manquer aux services publics, aux collectivités territoriales et aux associations, donc aux missions de services publics.

Ainsi, le gouvernement estonien, après avoir constaté qu'en 2000 il y avait eu plus d'avortements que de naissances, a décidé de rompre avec la gratuité de l'avortement au nom du soi-disant danger de la baisse démographique, il a

purement et simplement supprimé toute mission de santé publique réalisée par les hôpitaux.

Les exemples de cette douloureuse réalité ne manquent pas, les femmes vivent dans une insécurité permanente, elles sont prises dans la tourmente de la mondialisation capitaliste et perdent souvent les acquis des générations précédentes

Le passage du RMI en RSA (sorte de norme européenne) va en grande partie toucher l'immense population déjà précaire, une majorité de femmes, de familles monoparentales et il y aura 3 fois plus de personnes concernées par la précarité.

La crise changerait-elle les priorités ? Partout en Europe, les différents gouvernements n'ont agi, ni économiquement, ni socialement contre les inégalités. Il leur est aujourd'hui facile de se réfugier derrière la crise mondiale pour justifier la mise en œuvre d'une politique inégalitaire et antisociale.

Face à cela, les européennes ne baissent pas les bras

En Pologne, elles combattent les lobbies religieux qui sont puissants et ont réussi à interdire l'avortement, plutôt conquis très tôt dans ce pays. Conséquence, l'avortement clandestin est de retour et la santé des femmes est en danger.

En Allemagne, les femmes exigent une loi obligeant de respecter le taux d'embauche de 50 % de femmes dans les plus grandes entreprises privées et publiques.



COMMISSION DÉCENTRALISÉE : C.MENDELSON (suite)

En France, elles étaient très nombreuses dans les manifestations du 29 janvier et 19 mars face aux mesures concernant l'emploi, les salaires, les retraites, la fermeture des hôpitaux, la casse des services publics comme l'école maternelle, remplacée par des Jardins d'éveil payants.

La loi espagnole contre les violences faites aux femmes présente des insuffisances que dénoncent les femmes lors de grandes manifestations. Comme de nombreuses lois votées par la social-démocratie, elle se traduit souvent par beaucoup de promesses et peu de moyens. Résultat, les tribunaux d'exception et les centres d'accueil lorsqu'une femme porte plainte sont démunis. En effet, bien que cette loi permette aux femmes de porter plus facilement plainte, faute de mise en œuvre de réels moyens, les violences mortelles à l'égard des femmes ont tendance à progresser.

Les réformes sociétales doivent avoir les moyens de leur application. L'Europe que nous voulons, ce n'est pas une Europe qui s'occupe de l'économie pour les profits capitalistes, l'Europe que nous voulons, c'est une Europe qui s'occupe des habitantes et habitants du continent.

Ensemble, avec le Front de Gauche, exigeons

Que la **Banque centrale européenne**, obsédée par la stabilité des prix, réprime l'inflation des prix des actifs financiers et de l'immobilier et favorise au contraire le développement des emplois décents.

Que, puisque le **pacte de stabilité** a été rompu pour les banques et les entreprises, alors qu'on le fasse aussi pour les salaires et pensions.

Nous nous opposons à la **concurrence organisée au niveau des salariés**, nous voulons une harmonisation par le haut des salaires avec un salaire minimum dans chaque pays européen, égal à 60 % du salaire moyen national, et des règles contraignantes pour une égalité de salaire entre hommes et femmes. Ainsi, **contre la concurrence organisée au niveau des territoires** par le dumping fiscal et social, nous voulons que le budget européen accompagne l'élargissement de l'Union et nous voulons une harmonisation de la fiscalité des entreprises.

Que l'Europe soit respectueuse des autres peuples et des femmes du Sud.

Ne laissons plus l'Europe imposer un partenariat au Maghreb pour la création d'une zone de libre-échange qui n'apporte ni sécurité, ni prospérité, mais qui détruit leurs économies locales, augmente la pauvreté et les intégismes, mettant la population, et en particulier les femmes, dans des conditions de vie inacceptables.

Lors du forum social méditerranéen, les femmes ont dénoncé leur double exploitation : celles des traditions patriarcales qui les affaiblissent et celles qui font qu'elles subissent en première ligne l'impact des politiques libérales.

Nous avons vu, par exemple, des Palestiniennes épuisées, mais toujours debout au bout de 60 ans de résistance. Nous avons aussi vu des femmes israéliennes qui militent pour la paix.

L'Europe, liée historiquement et géographiquement avec la Palestine et Israël, doit agir fortement pour l'application des résolutions de l'ONU et donc la création d'un État palestinien. Les femmes palestiniennes disaient il y a 7 ans qu'il y a urgence car, pour elles, la montée en puissance du Hamas serait dangereuse. Aujourd'hui, elles ne disent plus rien, et bien souvent nous ne les voyons même plus : elles sont exclues de la vie politique et sociale.

Nous sommes favorables à la suspension de l'accord UE-Israël. Il n'est pas acceptable que l'UE soit si peu regardante à l'égard d'Israël alors qu'elle l'est vis-à-vis de la Turquie. La crédibilité de l'UE est en question.

Les femmes du Nord et du Sud de la Méditerranée veulent changer les critères de l'Union pour la Méditerranée pour aller vers le co-développement.

Plus un pays est inégalitaire, plus les riches et une partie de la classe moyenne sont incités à se faire servir par une armée d'employés du bas de l'échelle qui sont majoritairement des femmes et souvent femmes immigrées. En France, c'est le système de chèques service à la personne qui remplace les emplois stables.

Nous militons en faveur du programme de la liste Front de Gauche pour que la valeur commune en Europe soit au minimum de défendre et de promouvoir le droit international, en particulier au Proche-Orient

Nous militons en faveur du programme de la liste Front de Gauche avec d'autres, et notamment le Parti de la gauche européenne, pour des interventions politiques fortes qui permettent une régulation démocratique des échanges entre l'Union européenne et les autres parties du monde. Il faut que le développement économique se fasse dans la logique du développement durable respectueux du développement social.

C'est notre vision pour obtenir la paix et la stabilité via un dialogue sincère et une coopération réelle, égalitaire et permanente entre les forces progressistes de la région.

ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES

un constat qui appelle des changements

Bien que le traité de Rome en 1957 ait prescrit l'égalité salariale entre hommes et femmes, que celui d'Amsterdam de 1997 ait inscrit l'égalité générale entre les hommes et les femmes parmi les principes fondateurs de la Communauté européenne et que le récent traité constitutionnel faisait uniquement référence à ces principes, près de 40 années plus tard, les chiffres sont accablants et l'ampleur de l'action considérable. En effet, le chemin d'une prise de conscience que les inégalités vécues par les femmes sont néfastes à l'ensemble d'une société, d'un continent est encore très long.

Taux d'emploi des femmes de 15 à 64 ans

Pays	1992	2003
Islande	-	81,9%
Royaume-Uni	60,4%	71,8%
Suède	76,1%	71,5%
Danemark	67,8%	70,5%
Finlande	60,4%	65,7%
Pays-Bas	50,8%	65,8%
Portugal	59,0%	65,3%
Autriche	56,8%	61,7%
Chypre	-	60,2%
Allemagne	54,4%	59,0%
Estonie	-	59,0%
Lituanie	-	58,4%
Lettonie	-	57,9%
Slovénie	-	57,6%
France	51,3%	57,2%
Rép. tchèque	-	56,3%
Irlande	36,5%	55,8%
Europe à 25	-	55,1%
Zone euro 2002	-	53,6%
Slovaquie	-	52,2%
Luxembourg	46,1%	52,0%
Belgique	47,6%	51,8%
Roumanie	-	51,5%
Hongrie	-	50,9%
Bulgarie	-	49,0%
Espagne	32,3%	46,0%
Pologne	-	46,0%
Grèce	36,8%	43,8%
Italie	37,8%	42,7%
Malte	-	33,6%

L'interprétation de l'augmentation récente des taux d'activité féminine dépend largement de la perspective historique adoptée. En effet, on a trop souvent tendance à présenter "l'arrivée massive" des femmes européennes sur le marché du travail à partir des années 1970 comme un phénomène totalement nouveau. Or, l'adoption d'une perspective temporelle plus longue fait, au contraire, apparaître le caractère exceptionnel (d'un point de vue historique) des périodes de "retrait massif" des femmes de l'activité professionnelle. Ainsi, par exemple, le taux d'activité des femmes françaises atteint son niveau le plus bas depuis le début du XIXème en 1961 (28,2 %, alors que celui-ci était de 29,4 % en 1806). Au contraire, au début des années 1990, leur taux d'activité (37,9 %) commence tout juste à dépasser celui qu'elles avaient connues pendant la période allant de 1896 à 1921 (entre 35 % et 36 %) – de quoi relativiser les cris d'alarme poussés par ceux qui dénoncent régulièrement les effets néfastes de la montée de l'activité féminine en cette fin de siècle ! Autrement dit, les femmes ont toujours participé à la production économique des pays européens.

Cette précision faite, il convient de souligner les transformations qui sont intervenues dans les modalités de cette participation féminine au cours du temps. D'abord actives dans le cadre de la production paysanne, du commerce et de l'artisanat, c'est incontestablement la salarisation des femmes dans les activités se déroulant à l'extérieur du foyer qui constitue le véritable changement de la deuxième moitié du XXème siècle.

Aujourd'hui, elles sont massivement salariées : 89 % des femmes actives en Europe sont salariées, contre 81 % des hommes. À travail strictement égal, elles gagnent entre 4 et 5 % de moins que les hommes, tandis que, dans la moyenne européenne et toutes professions confondues, l'écart salarial est de 23 %. Elles représentent également pas moins de 75 % des bas salaires et entre 80 et 90 % des emplois à temps partiel qui, faut-il le rappeler, leur sont bien souvent imposés et qui constituent



ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES (suite)

l'un des moteurs principaux du développement de la pauvreté des femmes.

La représentativité du Parlement européen ne souffre-t-elle pas aussi d'un manque de député-e-s attaché-e-s au progrès et à l'égalité hommes/femmes afin que les choses avancent dans le bon sens ?

C'est ce que porte les listes du **Front de gauche**, des candidates et candidats fermement convaincus que seule l'égalité hommes/femmes agira en faveur du progrès économique et humain.

À l'approche des élections européennes, il est plus que jamais nécessaire de construire une Europe sociale, trouver le chemin des convergences d'actions et d'initiatives pour de véritables emplois stables, avec un salaire minimum dans chaque pays européen, le maintien et le développement des services publics et une réelle politique d'égalité hommes/ femmes.

(Source : commission européenne)

Élisabeth Ackermann

quels nouveaux critères européens ?

Les textes européens, comme la façon dont se construit l'Union européenne, sont souvent contraires aux droits des femmes.

Certes, on invoque l'égalité hommes/femmes concernant l'emploi et la rémunération, mais c'est aussi une Europe hostile aux droits des femmes, dans laquelle s'inscrit la France avec la récente tentative de remise en cause du budget du *Planning familial* (heureusement, la mobilisation a obligé le gouvernement à maintenir le taux de la subvention). L'Europe glisse fortement vers l'idée de "droit à la vie" contenue dans le TCE, sans référence aux droits des femmes à disposer de leurs corps, s'alignant ainsi sur l'expression phare de tous les opposants déclarés à l'IVG comme en Pologne, au Portugal ou en Irlande. Cela constitue une porte ouverte à la remise en cause du droit à l'interruption volontaire de grossesse, alors qu'il faut revendiquer ce droit pour les femmes européennes.

La conciliation vie professionnelle/vie familiale ne semble reposer que sur les mères à partir de l'incitation à se retirer du marché du travail.

Des pistes alternatives existent pour que les femmes se mettent en mouvement pour une autre Europe. De nouveaux droits pour les femmes afin de sortir des dominations et exploitations, pour une véritable égalité en matière de formation initiale : abolition de la division sexuelle des filières scolaires et universitaires. Pour un véritable accès reconnu et garanti à la formation continue, pour une mobilité voulue et de promotion. Pour un véritable accès à l'emploi de qualité en bannissant les discriminations dans les emplois. Pour une véritable égalité et un développement des salaires : à travail égal, salaire égal.

Pour viser la promotion des femmes et leurs qualifications reconnues à partir d'une revalorisation de

leurs salaires et d'un accès aux postes de responsabilité. Pour une réelle conciliation vie professionnelle/vie familiale impliquant aussi les hommes, il faut un développement des formules d'accueil des enfants, une diminution du temps de travail.

Une nouvelle politique familiale en Europe, réaffirmant l'importance des dispositifs démographiques, permettant d'augmenter la population active (réellement employée), exige aussi la reconnaissance des besoins d'emplois pour de nouveaux services, mais aussi la création d'emplois en quantité et en qualité pour les femmes. La sécurisation de l'emploi, une formation rémunérée avec continuité et développement des droits sociaux. Le financement de la protection sociale et notamment des retraites à revaloriser, doit être accru en liaison avec le développement des salaires, des emplois. Il faut rompre avec les réformes libérales qui enfoncez dans les aventures spéculatives au détriment de l'emploi et d'un nouveau type de croissance réelle et durable. La contribution des femmes à l'augmentation de la population active et, par là-même, au financement des besoins sociaux nouveaux et de la protection sociale, est décisive.

Le taux d'activité des femmes peut encore augmenter pour le rapprocher de celui des hommes, ce qui implique la reconnaissance de nouveaux métiers, de bannir les discriminations dans l'accès des femmes à de nombreux emplois, de diversifier et développer les modes d'accueil des enfants et des personnes âgées.

Des rencontres, des luttes communes et convergentes entre les femmes européennes et tous les mouvements de femmes permettent des échanges d'expériences positives, contribuent à une harmonisation par le haut des droits des femmes.

Catherine Mills



NON À L'OBSCURANTISME solidarité avec les femmes afghanes

En votant la loi interdisant aux femmes chiites en Afghanistan de sortir sans leur mari, de travailler avec l'autorisation du mari et enfin d'être sexuellement disponibles aux désirs du mari, le président Karzaï cède aux Taliban et ce sont les femmes qui en font les frais. Elles sont livrées à la merci du bon vouloir de leurs époux : le viol au sein du mariage est légalisé. C'est un retour à l'obscurantisme qu'aucun-e progressiste ne peut tolérer.

Au moment où s'ouvre le sommet de l'OTAN, les pays européens ne doivent pas s'aligner sur la politique de "main tendue" aux Taliban proposée par Obama.

En Afghanistan, comme partout, la paix ne peut se construire en niant les droits des femmes.

Les communistes continueront à travailler avec les progressistes afghans, les associations laïques pour faire reculer ces pratiques d'un autre âge.

Fait à Paris le 3 avril 2009

Laurence Cohen
responsable nationale du PCF, commission *Droits des femmes/féminisme*



actions unitaires

POUR UNE LOI CADRE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ça continue

Que se passe-t-il depuis le colloque qui s'est tenu le 22 novembre 2008 à l'Assemblée nationale sur la loi cadre contre les violences faites aux femmes et la manifestation du 25 novembre ?

Deux initiatives récentes pour gagner, toujours plus, aux convictions que cette loi est indispensable à l'éradication d'un tel fléau où, tous les trois jours, une femme continue de mourir sous les coups de son conjoint.

Et bien, plusieurs actions :

La commission *Violence* du CNDF, à laquelle participe une représentante du PCF, reste plus que jamais vigilante quant aux travaux que poursuit la commission d'évaluation mise en place par M. Accoyer, président de l'Assemblée nationale. Le CNDF s'adresse à tous les élu-e-s locaux pour que des motions ou des vœux soient votés par les collectivités territoriales. Il engage par ailleurs une série de débats à partir du contenu de la loi et le premier abordera la question suivante :

Faut-il introduire la violence conjugale en tant que délit spécifique dans le code pénal ?

le mercredi 29 avril à 18 heures

à la Bourse du travail, 3 rue du Château d'Eau, Paris 10ème

Chaque association présente, pour ou contre, pourra présenter ses positions. À l'issue du débat, des propositions pourront être dégagées.

La commission du CNDF a également entériné une initiative le :

vendredi 12 juin 2009 à partir de 18 heures,

rassemblement avec pique nique, Théâtre de l'opprimé et prises de parole.

Cela aura certainement lieu au Parc de Bercy, à côté de la passerelle Simone de Beauvoir. Une initiative qui aura des prolongements en octobre avec la préparation d'une forte manifestation.

1er mai

Rencontre avec les citoyennes à l'occasion de la vente du muguet et manifestation

19 mai

Réunion décentralisée de la commission à Bordeaux

26 mai

Réunion de la Commission à Paris, au CN, à 19 heures

7 juin

Élections européennes

12 juin

Action unitaire : pique nique à Bercy en faveur du vote pour la loi cadre contre les violences faites aux femmes

19 juin

Conseil national avec en soirée le débat : **La conquête des droits des femmes conditionne toute transformation de société**

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti. Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès d'Élisabeth Ackermann, au 01 40 40 12 27 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous.

BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ tee-shirts - taille small à 10 euros = _____

_____ tee-shirts - taille large à 10 euros = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____